



L'ÉDITORIAL du PRÉSIDENT

Christian FREMAUX

SOMMAIRE



L'EFFET PAPILLON

Un battement d'ailes dans une partie du monde peut entraîner des orages non désirés à l'autre bout de la planète. Mais lorsque un tsunami part des USA, ce sont des tempêtes ou des ouragans qui retournent tout en Europe, en France, et dans le reste du monde. Certains disent que l'apprentissage de la solidarité concrète n'est efficace qu'en temps de crise, même si le prix à payer est lourd, surtout pour ceux qui ont peu, ou presque rien.

Cette métaphore climatique permet des considérations moroses, même si le papillon représente le rêve et la légèreté.

L'été 2008 a été pourri, et l'on s'est aperçu, ou on a redécouvert, que la sécurité était faite de chair et de sang.

« Mort au champ d'honneur », « mort pour la France », « ouvrez le ban... ». L' élu local que je suis, entend régulièrement ces exclamations, notamment les 11 Novembre de chaque année, les 14 Juillet, et les enfants de l'école unique chantant la Marseillaise au pied du monument aux morts de la commune, où sont gravés les noms de ceux qui sont tombés, et qui sont honorés par leurs héritiers qui portent fièrement le même nom.

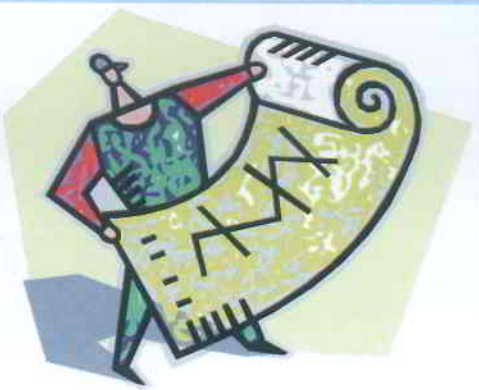
Les citoyens viennent rendre hommage aux combattants de toutes les guerres, pour que nous vivions en paix, et que nous conservions nos acquis, et nos libertés.

On avait pris l'habitude de considérer ces commémorations comme des cérémonies désuètes, ringardes dans une société matérialiste, virtuelle (on fait la guerre avec des jeux à la télévision), désincarnée, et détachée de toute réalité. On s'est rappelé brutalement, avec nos 10 soldats tués, et les blessés en AFGHANISTAN, que la lutte contre le terrorisme, et le rétablissement des droits élémentaires de l'homme et de la femme, de vivre librement tout simplement, pouvaient nous concerner personnellement.

Le moment d'émotion et de compassion passé, le débat a aussitôt éclaté : fallait-il envoyer, ou non, nos troupes aux côtés de la coalition ? Nos soldats étaient-ils bien préparés à une véritable guerre, avec des talibans puissamment armés, très bien renseignés, et soutenus tactiquement et politiquement ?

Outre la polémique technique sur le soutien à nos soldats, les erreurs tragiques, éventuellement commises par nos alliés, ce que l'enquête révélera, ou infirmera ; la publication – honteuse selon moi – dans la presse de photographies d'effets de nos victimes, comme des trophées : n'aurait-il pas été plus utile et digne, de s'interroger objectivement, de tirer les leçons d'un échec, et de ne pas saisir un prétexte pour exiger un éventuel désengagement, vite fait, un retrait sans gloire, en laissant le terrain à ceux qui prônent la violence, le fanatisme religieux, la régression sociale, et le triomphe de l'obscurantisme, alimentés

- * L'Editorial du PRÉSIDENT
- * L'Assemblée Générale du 19 Décembre 2008, et le nouveau conseil d'administration ; le dîner de fin d'année
- * L'article de J. YYSQUIERDO-HOMBRECHER : « Enjeux de sécurité vus de l'espace Danubien et Latino-Américain. Nouveaux regards sur les relations euratlantiques »
- * L'article de Richard ARMENANTE : « Pourquoi y a-t-il moins de T.P.E. et P.M.E. innovantes de France »
- * Le colloque du 21/10/08 du MEDEF, avec partenariat de l'INHES, sur la sécurité économique - Article de Philippe MADELIN
- * « Le compte-rendu du voyage annuel en Afrique du Sud » par Claude QUERARD (Association Grand-Ouest)
- * L'article d'André STIFFEL : « Une dimension criminelle dans la crise financière »
- * « Moderato cantabile libéral » : la conférence de Guy SORMAN du 25/11/08, rapportée par Philippe MADELIN
- * L'article de Jean-Marc PICARD : « La normalisation technique au carrefour de la sécurité du citoyen »
- * Annonces diverses - Le rapport sur la criminalité en France par l'O.N.D.
- * L'ours du bulletin



LIBRE OPINION

(Cet article n'engage que son auteur)

POURQUOI Y A-T-IL MOINS DE TPE ET PME INNOVANTES EN FRANCE?

Par Richard ARMENANTE

L'analyse des questions de sécurité, est aussi stratégique.

La vérité ne peut se laisser enfermer, elle rend libre

Reprenant à mon compte les pensées de DEMOSTENE, en bon citoyen, à ce stade de ma réflexion, il m'apparaît, important de toujours devoir préférer les paroles qui sauvent aux paroles qui plaisent.

1. Pourquoi y a-t-il moins de TPE et PME innovantes ?

Il faut reconnaître que le fonctionnement de ces échanges ne donne pas des résultats efficaces en particulier pour nos PME et TPE qui sont la sauvegarde de notre système social.

Comme le soulignait Gwyneth Flowers du Central London Training and Education Council "The real weakness at the moment is the lack of skills, not the lack of jobs!

L'Etat, les collectivités territoriales et locales sont désormais conduits à anticiper en permanence, à rechercher d'autres modes d'organisation, de financement, de développement qui favorisent la recherche, les nouveaux débouchés, de partenaires, de coopérations industrielles et/ou commerciales.

« Un grand Général disait à un journaliste qui lui demandait c'est quoi un Grand Général : » Eh bien Un Grand Général, c'est celui qui est capable de vérifier si les soldats ont du papier Hygiénique » Le détail est une priorité pour gagner une bataille. »

1 bis. Et en prenant en compte les effets de la mondialisation ?

Il y a 30 ans l'on pensait local et l'on agissait global, maintenant et pour les siècles à venir il faut penser global et agir local. Le fonctionnement de nos institutions en particulier judiciaire français n'a pas évolué et il pénalise les plus faibles donc les PME et les TPE, en particulier les innovantes.

Par exemple pourquoi La France ne réserve pas 30% de tous les marchés Public aux PME et TPE en particulier les Innovantes qui détiennent des Brevets pour soutenir l'innovation. D'autres pays le font comme Les USA....etc.

Donc les PME TPE ont par voie de conséquences accès aux crédits bancaires car les collectivités publiques étant de bons clients. Et ainsi il est moins nécessaire de pratiquer des garanties de prêts ou autres garanties auprès des banques. Les Anglo-saxon sont plus pragmatiques et efficaces sur ce point de vue. Une manière aussi pour les fonc-

tionnaires d'être en contact avec le progrès permanent et de sortir du conservatisme.

Ne nous leurrions pas, les bonnes affaires existent en France mais ne peuvent se développer car notre système n'est pas au service des TPE-PME innovantes de part son fonctionnement de concentration. Cette tendance met ainsi à rude épreuve notre patriotisme patrimonial et permet à certains, de nous damner le pion sur l'échiquier de la compétitivité économique en profitant des occasions pour, le moment venu de la moindre rentabilité, disparaître sans laisser de traces.

Ainsi, je formulerais quelques remarques quant à la nécessité de modifier Le fonctionnement de notre Justice en particulier. La justice dans les affaires est incontournable, car, à mes yeux, notre Justice n'est plus adaptée à la Globalisation de l'économie. La justice dans les affaires est plus nécessaire que le sucre et le pain. La Justice doit être un moteur de l'économie et non un frein !

Autant de sujets pour lesquels, faute d'une vision claire de l'adhésion des français(e)s à la règle républicaine qui exige le respect de l'équilibre entre les droits et les devoirs =

Si nous ne modifions pas le fonctionnement de notre justice et notre mode de fonctionnement nous nous préparons ainsi à vivre de nouveaux désordres sociaux et économiques, qui une, fois de plus, nous ferons faire du surplacé démocratique et consacrer le gâchis de nos potentiels.

2. Quels moyens et quelles réformes pourraient être envisagés afin que les dispositifs existants fonctionnent mieux pour les PME et TPE ? Les moyens qui font défaut et qui seraient à même de contribuer à son amélioration ?

En Allemagne le service de renseignement est financé à 50% par l'état et 50% par toutes les entreprises, donc il y a un retour vers toutes les entreprises. Nous devons ouvrir le renseignement vers l'économie et donc vers toutes les entreprises y compris les PME et TPE.

Tout est économique il faut intégrer cette notion !

La France est coupée en deux les puissants qui peuvent utiliser le savoir faire de l'administration et les autres qui n'y ont pas accès. Il faut donc unir l'ensemble de la puissance économique de notre pays. Il faut donner aux PME et TPE innovantes la place qu'elles méritent.

La Justice est un pilier important non seulement pour notre démocratie mais dans l'intelligence économique, c'est pour cette raison que je concentre mon analyse sur ce sujet mais il y a les mêmes difficultés dans d'autres institutions. La Justice Allemande traite les dossiers à une

vitesse nécessaire au bon fonctionnement de la démocratie et de l'économie pour les entreprises et les PME et TPE en particulier. La justice française doit être aussi un moteur économique.

En France, il n'existe pas de rêve français. 77 % de jeunes n'ont d'autre ambition que de devenir des fonctionnaires. Interrogez les dans la rue, vous serez surpris de cette réalité. Elle démontre que le goût du risque n'existe plus. Cela explique, pourquoi nous créons deux voire trois fois moins d'entreprises que la plupart des pays dynamiques et que la richesse créative s'expatrie.

Les citoyens ont perdu le plaisir du risque, de la découverte et de l'aventure. Ils n'en veulent pas. En fait, le risque est une véritable chance pour un citoyen, car c'est la possibilité d'accéder au pouvoir, et à la liberté d'agir en citoyen responsable.

3. Le Changement une exigence de haut en bas !

Un nouvel horizon s'offre à nous vers le changement de mentalité, du fait de la campagne politique qui a ouvert des chemins aux progressistes de tout horizon, à nous de les saisir ; c'est mon point de vue.

En effet il me semble utile de regrouper mais de conserver les savoirs faire acquis. En effet dans le cadre de la globalisation du monde la Sécurité est devenue un concept stratégique Global.

Le Président de la République doit lui même avoir un plan stratégique clair qui lui permette d'agir et d'exposer ses orientations. La participation doit être la plus large possible car les enjeux sont considérables et les erreurs sont graves de conséquence, le droit à l'erreur à ce niveau est difficile à accepter. Si erreur d'orientation, il faut changer de cap et vite, pour corriger et cela n'est possible que si les études ont été faites avec le plus grand sérieux.

Rappel : une démocratie sans contrôle est soumise à la médiocrité des Hommes, ce qui ne se contrôle pas ne progresse pas !

Richard ARMENANTE

Auditeur et expert INHES

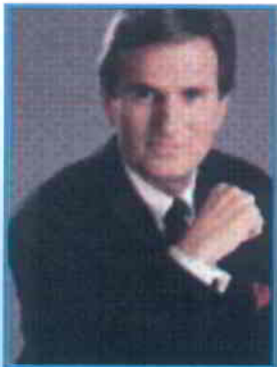
Ingénieur

Ancien Adjt au Maire de Marseille (délégué à l'économie)

Dirigeant de Stés

Mandataire de Justice AD'HOC

Doyen du conseil des sages journal TOP ALERTE



LE MEDEF ET LA SECURITE ECONOMIQUE

Par

Philippe MADELIN

écrivain

IHESI/INHES 1994



Le colloque a été mis sur pied par Frédéric Sanchez, Président de la Commission internationale du MEDEF, Président du groupe Fives. Aux côtés de Laurence Parisot, Présidente du MEDEF, l'intervenant majeur a été Michèle Alliot-Marie, Ministre de l'Intérieur. Parmi les orateurs, on a pu notamment compter Jean Arthuis, Président de la Commission des Finances au Sénat ; Craig Roberts Stapleton, ambassadeur des Etats-Unis qui s'est exprimé en français ; Pierre Monzani, Directeur de l'INHES ; Jérôme Fournel, Directeur général des Douanes ; le commissaire Eric Bellemin-Comte, responsable de la section Défense du patrimoine à la DCRI, Alain Juillet, Haut responsable chargé de l'intelligence économique. Quelques enseignants d'économie et une belle brochette de grands patrons et responsables de sécurité chez Eramet, AREVA, DHL

Ouvert par Olivier Darron, Président du Comité Intelligence économique du MEDEF, les travaux ont été clôturés par Frédéric Sanchez.

Lors d'une conférence débat organisée le 21 octobre 2008 notamment en partenariat avec l'INHES, le MEDEF - l'organisation centrale du Patronat français - a mis sur le tapis une question fondamentale : Sécurité économique, l'Etat et les entreprises peuvent-elles promouvoir une synergie commune ?

Ce colloque sur la sécurité économique avait été prévu depuis plusieurs mois par le MEDEF, les hasards de l'histoire l'ont placé quelques semaines après le début des grandes crises économiques, financière et boursières qui ont secoué le monde en ce début d'automne 2008. L'affluence pour assister à une discussion encore trop souvent considérée comme réservée aux experts a montré quel degré d'inquiétude habite le patronat. Et la sérénité des débats s'en est ressortie. Même quand les uns et les autres s'efforçaient de rester centrés sur leur sujet, la « Crise » ne cessait de revenir sur le tapis par un biais ou l'autre.



**Bulletin de liaison de l'Association Nationale des Auditeurs de l'INHES,
Immeuble Les Borromées
3, avenue du Stade de France
93210 SAINT-DENIS-LA-PLAINE**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Christian FREMAUX

RÉDACTEUR EN CHEF : Christian FREMAUX

MEMBRES DE LA RÉDACTION :

- Alain JAVELLY
- Jacques COLLIARD
- Francis ZAMPONI

*Imprimé par les presses de l'imprimerie
de la Direction Opérationnelle des Services Techniques et Logistique de la Préfecture de Police*



N° 30 - Janvier 2009